



Brésil : déforestation en Amazonie

## Comment UBS finance des entreprises agricoles contestées

**La banque suisse UBS a approvisionné deux groupes agricoles avec l'argent d'investisseurs mondiaux, par le biais de sa banque d'investissement brésilienne. Les deux entreprises sont impliquées dans des cas de déforestation illégale, de destruction de l'environnement et de violations des droits humains. Fait particulièrement choquant : peu de temps seulement avant la transaction avec BrasilAgro, l'un des deux groupes concernés, UBS a atténué les critères pour les transactions avec les entreprises de la branche du soja, contenus dans ses directives relatives au développement durable et au climat, probablement afin de ne pas compromettre l'opération. C'est ce que montre une nouvelle enquête de la SPM.**

Déforestation, destruction de l'espace de vie des autochtones, rivières empoisonnées et disparition des poissons, menaces, violence et expulsion : telles sont

les conséquences du boom agricole au Brésil sur les communautés autochtones. En l'espace des six premiers mois de 2022 seulement, une surface record a été décimée dans la forêt amazonienne, qui correspond à la surface boisée totale des Alpes suisses. Il est question de beaucoup d'argent : 90 % de la surface déboisée en Amazonie sont utilisés pour l'élevage bovin. Le Brésil est le premier producteur de soja au monde et le deuxième producteur de viande de bœuf. La production est principalement destinée à l'exportation vers l'Europe et la Chine.

UBS aussi veut sa part du gâteau et selon ses indications, la banque suisse a pour objectif de faire partie des plus grandes banques d'investissement d'Amérique du Sud. En 2020, elle a fondé, avec la banque brésilienne Banco do Brasil, la banque d'investissement UBS BB qui approvisionne le secteur agricole brésilien avec l'argent d'investisseurs mondiaux. Six



**SOCIÉTÉ POUR  
LES PEUPLES  
MENACÉS**





Extrait de la vidéo de la SPM résumant le rapport « Deforestation in Brazil: UBS finances agribusinesses Marfrig and BrasilAgro exposed to environmental damage in Amazon and Cerrado » et montrant pourquoi il faut une loi contraignante sur la responsabilité des multinationales. Voir la vidéo : [www.gfbv.ch/amazonie](http://www.gfbv.ch/amazonie)

mois après sa création, UBS a aidé à lever des fonds pour les deux groupes agricoles particulièrement controversés, BrasilAgro et Marfrig Global Foods S.A. en co-organisant l'émission d'« Agribusiness Receivables Certificates » (CRA).

Le Center for Climate Crime Analysis (CCCA), mandaté par la SPM, a enquêté sur les fermes de BrasilAgro et les fournisseurs de Marfrig, en s'appuyant sur une analyse détaillée d'images satellites et de banques de données brésiliennes. Cette analyse montre qu'entre 2009 et 2020, une surface totale de 1521 km<sup>2</sup> de forêt a été déboisée, sans aucune autorisation, sur les terrains de BrasilAgro et des fournisseurs de Marfrig. Cela équivaut à presque 16 fois la taille du lac de Zurich. Le 5 septembre 2022, la SPM a adressé un courriel à BrasilAgro, dans lequel elle confronte le groupe à ces accusations. La SPM n'a eu aucune réponse au moment de la clôture de rédaction.

Dans le cas de Marfrig, la SPM a livré des indications concrètes selon lesquelles, au moins entre 2018 et 2020, des fournisseurs livraient de la viande provenant de territoires autochtones. Dans un mail datant du 10 septembre 2022, Marfrig a informé la SPM que les fermes concernées ne faisaient aujourd'hui plus partie de

ses fournisseurs. Indépendamment de cette enquête, des représentants autochtones soulignent la menace que représente le secteur agricole brésilien (voir citation dans l'encadré).

En outre, l'enquête révèle des défaillances importantes dans les directives d'UBS relatives au développement durable et au climat : peu de temps seulement avant la transaction avec BrasilAgro, UBS a modifié ses critères pour les transactions avec les entreprises de la branche du soja. Du point de vue de la SPM, les directives telles qu'elles existaient n'auraient pas permis de conclure la transaction avec BrasilAgro. UBS a rétorqué : « Nous ne sommes pas d'accord avec votre avis selon lequel les critères d'UBS relatifs à la question du soja ont été revus à la baisse. » UBS n'a pas été en mesure de répondre aux questions concrètes de la SPM au sujet des affaires avec BrasilAgro et Marfrig, invoquant le secret commercial.

Texte : **Dominique Schärer** et **Julia Büsser** (communication/campagnes)

**Photo de couverture** : Arbres détruits et forêt en feu dans l'Etat fédéral du Pará, au Brésil. Photo : Shutterstock

## Pétition pour une loi sur la responsabilité des multinationales

Aux yeux de la SPM, le cas d'UBS montre clairement que des mesures librement consenties ne suffisent pas pour inciter le secteur de la finance à adopter un comportement responsable sur les plans social et écologique. Il faut une loi sur la responsabilité des multinationales qui soit contraignante.

Alors que l'UE présente un projet de loi pour des multinationales responsables, assortie de mesures contraignantes, la Suisse risque bientôt de devenir le seul pays à ne pas imposer aux entreprises le respect des droits humains et des normes environnementales à l'étranger. Le contre-projet entré en vigueur au début de l'année est trop minimaliste pour obliger les entreprises à répondre de leurs actes. Par conséquent, la Suisse doit agir conformément aux normes européennes et présenter, le plus rapidement possible, une loi sur la responsabilité des multinationales. Ainsi, les grands groupes devraient adopter des mesures préventives pour que leurs filiales aussi respectent les droits humains et l'environnement (devoir de diligence). Il faut également mettre en place une autorité de surveillance indépendante pour contrôler que les grands groupes respectent les règles et puissent être sanctionnés en cas d'infraction.

PHOTO : THOMAZ PEDRO



« Les Européen·ne·s participent à la destruction de l'Amazonie, que ce soit par l'intermédiaire du financement des banques ou du commerce direct ou indirect », explique Auricelia Arapiuns, codirectrice de l'organisation autochtone CITUPI. En tout cas, ils·elles ont leur part de responsabilité dans ce qui se passe sur les territoires autochtones du Brésil. Lorsqu'il y a financements européens, ils contribuent à la mort des peuples autochtones et à la destruction de nos terres. »

La SPM, qui fait partie de la Coalition pour des multinationales responsables, a soutenu entre août et novembre une pétition en faveur de cette cause et a collecté des signatures. Le 1<sup>er</sup> décembre, la pétition a été déposée avec 217 509 signatures.

[www.responsabilite-multinationales.ch/](http://www.responsabilite-multinationales.ch/)



## Editorial

La destruction de l'Amazonie est un désastre, tant au niveau local que global : pour les milliers d'autochtones qui peuplent la forêt tropicale, c'est une attaque contre leurs moyens de subsistance. Pour notre climat, la déforestation de cet écosystème unique, guidée par le seul profit, est une catastrophe. Les coresponsables sont les exploitations agricoles impitoyables, qui semblent à première vue très éloignées de la Suisse. Mais notre enquête montre que les bailleurs de fonds sont tout près. Comme très souvent, la place financière suisse est impliquée : la banque d'investissement brésilienne d'UBS, par exemple, a approvisionné deux groupes agricoles controversés – l'un producteur de soja, l'autre de viande bovine – avec l'argent d'investisseurs. Découvrez-en davantage en lisant les pages 1 à 5.

En Chine aussi, la Suisse se rend coresponsable des violations des droits humains en poursuivant ses intérêts économiques. Bien que le peuple ouïghour et d'autres communautés fassent l'objet d'une répression sans précédent de la part de Pékin, le Conseil fédéral continue de donner la priorité aux relations commerciales avec la Chine. C'est pourquoi deux femmes ouïghoures rescapées des camps d'internement chinois se sont rendues en Suisse en septembre pour raconter leur histoire. Nous étions à leurs côtés pendant une semaine. Découvrez aux pages 6 à 8 comment ces deux femmes courageuses contrent la propagande chinoise et demandent à la Suisse d'adopter un comportement responsable.

Ces deux exemples montrent une chose : la Suisse oublie régulièrement qu'elle participe à l'injustice dans le monde. Par conséquent, il est essentiel que la SPM, avec votre soutien, cherche à renforcer la parole des personnes concernées. C'est en confrontant la Suisse à cette dernière et faisant publique l'injustice que nous pourrions ensemble faire pression et créer une base pour plus de droits humains. Poursuivez votre engagement !

Nous vous souhaitons une lecture captivante !

*J. Büsser*

Julia Büsser, responsable de campagne SPM

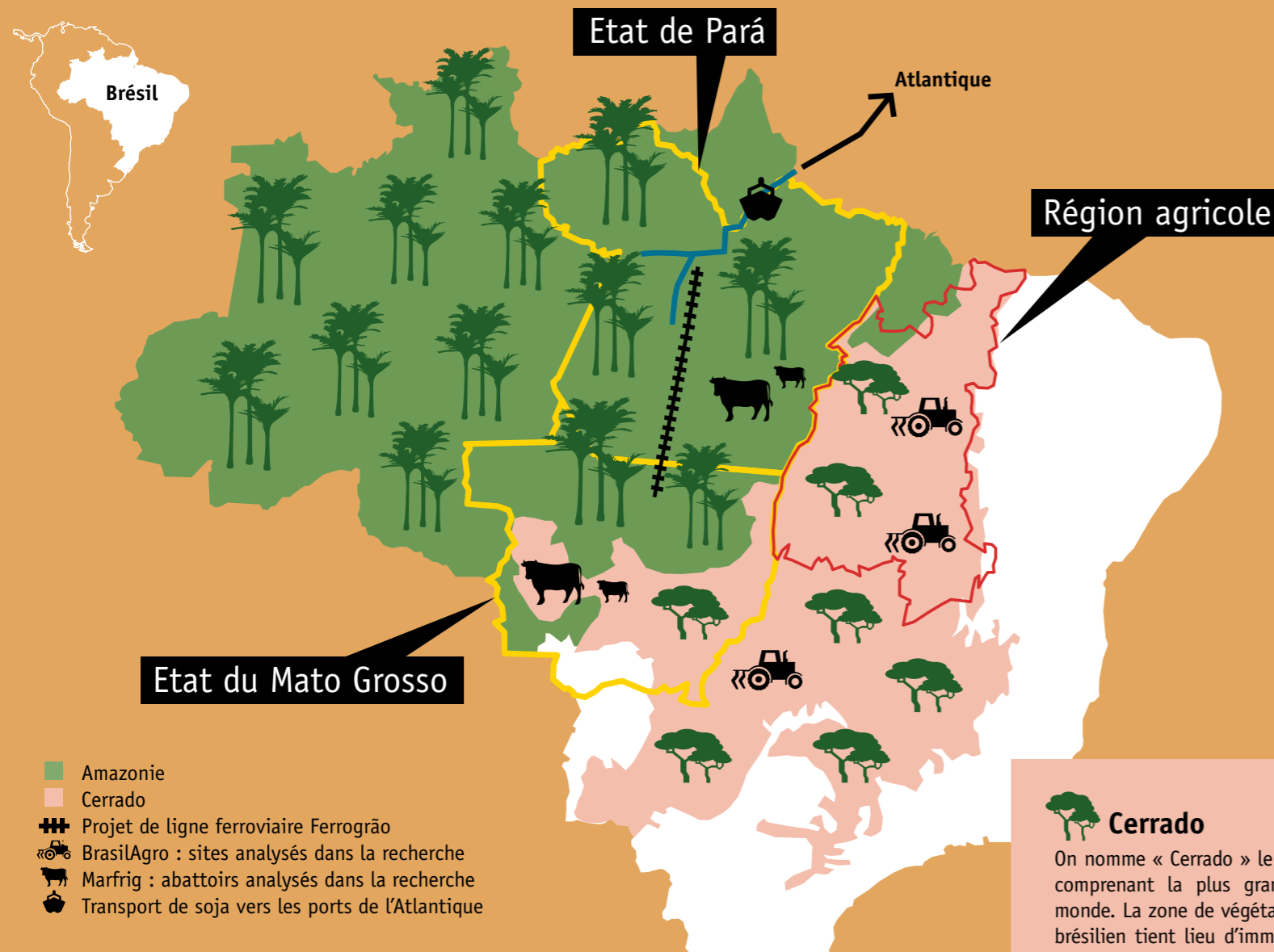
### IMPRESSUM

VOICE 4, décembre 2022 **Editrice** : Société pour les peuples menacés, Birkenweg 61, CH-3013 Berne, 031 939 00 00, [info@gfbv.ch](mailto:info@gfbv.ch), [www.gfbv.ch](http://www.gfbv.ch)  
**Compte pour les dons** : Banque Cantonale Bernoise BCBE : IBAN CH05 0079 0016 2531 7232 1 **Rédaction** : Dominique Schärer, Jochen Wolf **Mise en page** : Tania Brügger Márquez **Collaborateur·rice·s pour ce numéro** : Julia Büsser, Fabienne Krebs, Simon Benthous **Parution** : semestrielle **Tirage** : 4000 exemplaires **Impression** : Mattenbach AG ; imprimée sur Plano Speed **Abonnement** : 30 francs par an (sera déduit une fois par an de votre don) **Cotisation** : dès 80 francs par an **Photo de couverture** : Shutterstock



# Agrobusiness en Amazonie et dans le Cerrado

Par le biais de sa banque d'investissement brésilienne, UBS a cofinancé deux acteurs importants de l'agrobusiness au Brésil : BrasilAgro possède d'énormes terres cultivables et se concentre sur l'acquisition et la transformation de terres soi-disant « improductives » en terres agricoles, notamment pour le soja. De son côté, le géant de production de bœuf Marfrig a des fournisseurs qui ont opéré sur des territoires autochtones. Les opérations de ces deux groupes ont un impact considérable sur deux écosystèmes à protéger : l'Amazonie et la zone de savane du Cerrado.



## Amazonie

L'Amazonie représente plus de la moitié de la forêt tropicale mondiale restante, dont 60 % se trouvent au Brésil. Selon une estimation de l'organisation de défense de l'environnement Imazon, 90 % des terres amazoniennes décimées sont aujourd'hui des fermes de pâturage. Les fournisseurs du groupe de viande bovine Marfrig se trouvent en Amazonie ainsi que sur des territoires limitrophes entre la forêt tropicale et le Cerrado. La disparition des arbres, véritables réservoirs de CO<sub>2</sub>, et l'émission d'autres gaz à effet de serre libérés par l'agriculture dans la forêt amazonienne ont un impact déplorable sur l'environnement et menacent l'équilibre écologique mondial.

## Cerrado

On nomme « Cerrado » le territoire de savane comprenant la plus grande biodiversité au monde. La zone de végétation sur le territoire brésilien tient lieu d'immense réservoir d'eau souterraine, couvrant 40 % de l'approvisionnement en eau du Brésil. Le Cerrado est lui aussi un important réservoir de CO<sub>2</sub> : mais, au lieu de se trouver dans les hautes cimes des arbres, le gaz à effet de serre reste piégé dans les racines profondes des arbres du Cerrado.

L'agriculture industrielle des dernières années détruit également tout cet écosystème puisqu'entre 2000 et 2020, la surface détruite dans le Cerrado a été à peu près équivalente à celle de l'Amazonie. Et ce, bien que la surface de savane soit moins de deux fois plus petite que la forêt tropicale et seul un cinquième du territoire d'origine soit encore intact.



Sur les 12 sites de Marfrig au Brésil, **11 100 bovins** sont abattus chaque jour.



Avec **34 %** de parts de marché, le Brésil est le plus grand producteur de soja au monde, devant les Etats-Unis.



Au cours du premier semestre 2022, une **surface** équivalente à la totalité de l'espace boisé des Alpes suisses a été détruite en **Amazonie**.



L'enquête de la SPM montre qu'entre **2009 et 2020**, une surface de **1521 km<sup>2</sup>** de forêt a été déboisée sans aucune autorisation sur les terrains de BrasilAgro et des fournisseurs de **Marfrig**.



Cela équivaut à presque **16 fois** la taille du lac de **Zurich**.



Les biens exportés par le Brésil sont constitués à **50 %** de produits agricoles.

## Revendications

Par le biais de sa banque d'investissement brésilienne, UBS a cofinancé deux groupes agricoles controversés, impliqués dans la déforestation non autorisée en Amazonie et dans des violations des droits humains. Le cas montre qu'il faut une loi efficace sur la responsabilité des multinationales. De plus, la SPM demande à UBS :

- de fournir une prise de position sur la manière dont UBS a exercé son devoir de diligence à l'égard de Marfrig et BrasilAgro ;
- de combler les lacunes présentes dans ses directives au sujet des secteurs à risques que sont le soja et l'élevage ;
- d'ancrer dans les directives d'UBS une nouvelle directive interdisant la déforestation et imposée aux clients exerçant dans ce domaine à risque ;
- de s'engager pour une réglementation rigoureuse des « Agribusiness Receivables Certificates » (CRA) au Brésil ;
- de ne fournir aucun service financier aux clients qui profitent de la violation des droits des communautés autochtones et de la déforestation.

### Sources de l'infographie :

<https://www.gov.br/mma/pt-br/assuntos/ecossistemas-1/biomas/amazonia>  
<https://imazon.org.br/publicacoes/politicas-para-desenvolver-a-pecuaria-na-amazonia-sem-desmatamento/>  
<https://icv.org.br/2021/05/desmatamento-na-amazonia-e-cerrado-em-mato-grosso-foi-89-illegal-em-2020>  
<https://www.nationalgeographic.de/umwelt/2021/03/der-amazonas-stoesst-nun-mehr-treibhausgase-aus-als-er-absorbiert>  
<https://insights.trase.earth/yearbook/highlights/expansion-and-deforestation/>  
<https://news.globallandscapesforum.org/46494/the-brazilian-cerrado-the-upside-down-forest-on-the-frontlines-of-agriculture/>

## Des rescapé·e·s ouïghour·e·s rappellent la Suisse à ses obligations



Malgré les risques élevés posés par le régime chinois, il·elles contrent publiquement les mensonges de Pékin sur la situation au Turkestan oriental : Gulbahar Jalilova, Asgar Can et Gulbahar Haitiwaji (de gauche à droite) lors de leur tour de force devant l'ONU à Genève.

**Arrêtées à tort par les forces de sécurité chinoises, les deux Ouïghoures Gulbahar Jalilova et Gulbahar Haitiwaji furent enfermées dans des camps d'internement indignes, au Turkestan (chinois : Xinjiang). Aujourd'hui libres, les deux femmes n'ont qu'une idée en tête : réveiller le monde afin que la Chine réponde de ses actes. A cet effet, elles se sont rendues en Suisse à l'automne, invitées par la SPM.**

« Pour l'interrogatoire, j'ai été emmenée menottes aux poignets dans une salle sans caméras où j'ai été torturée par électrochocs. Ils voulaient que je signe des aveux mais j'ai refusé », confie Gulbahar Jalilova. Les larmes coulent sur ses joues mais son regard est combatif.

A cette soirée de septembre organisée au café culturel zurichois « sphères », le public est venu pour écouter attentivement les deux femmes. En effet, Jalilova est un·e des douze témoins des camps d'internement chinois qui parlent publiquement de leur détention malgré des risques élevés. Cette femme ouïghoure née au Kazakhstan a vécu 15 mois enfermée au Turkestan oriental, dans des conditions atroces.

### Emprisonnée à tort

Jalilova porte un foulard aux douces couleurs pastel, elle a devant elle une pile de papiers, dont elle extrait régulièrement des photos et des textes qui documentent sa captivité.

Notamment un courrier, émanant des forces de sécurité et adressé à sa famille, supposé prouver que c'est une terroriste.

Alors qu'elle s'était rendue en Chine depuis le Kazakhstan en mai 2017 pour raisons professionnelles, la femme d'affaires fut arrêtée sans aucun motif. Elle n'a jamais été activiste, ni au Turkestan oriental ni dans son pays d'origine, et encore moins une criminelle : « Je ne suis pas une terroriste. Je ne sais rien du terrorisme », explique-t-elle au sujet de sa détention.

### Un douloureux travail de mémoire

L'ironie veut que ce soit le traitement inhumain infligé par la Chine qui ait fait d'elle une activiste. Elle n'est pas seule à témoigner ce soir-là : à ses côtés se trouvent Gulbahar Haitiwaji (voir interview p. 8), également rescapée des camps, et Asgar Can, président de la communauté ouïghoure en Europe. Réfugié depuis plusieurs dizaines d'années à Munich, il traduit en allemand les propos des deux femmes.

Leur séjour en Suisse doit durer une semaine. Au cours de tables rondes à Zurich, Berne et Genève, les deux femmes reviendront sur les camps d'internement pour raconter l'horreur. Elles savent l'importance de ce voyage qui comprend aussi une rencontre avec des parlementaires suisses et un événement parallèle organisé au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, à Genève. Mais les deux femmes ont gardé des séquelles psychiques de leur détention.

Chaque prise de parole est une épreuve. Mais ce n'est pas une raison pour se taire : « Lors de ma libération, explique Gulbahar Jalilova, mes codétenu·e·s m'ont dit : 'Ne nous oublie pas, raconte ce que se passe ici !' C'est ce que je fais aujourd'hui. Je n'ai pas peur de la Chine. »

### Violences contre les femmes

Qu'elle ait encore la force de témoigner est remarquable. En effet, dans le camp situé à proximité d'Ürümqi, capitale du Turkestan oriental, où elle était détenue, elle a vécu l'humiliation et la violence permanente. Il manquait de tout : d'hygiène, de nourriture et d'eau. Si les détenues parlent ouïghour entre elles, les sanctions tombaient. Comme Haitiwaji, Jalilova raconte les interrogatoires, menés pendant des heures voire des jours au moyen de méthodes archaïques, auxquels elle était conduite, un sac noir recouvrant sa tête. Jalilova montre une photo : « Dans la cellule, il n'y avait ni douche, ni couvertures mais des toilettes bien visibles. Chaque jour, nous devions nous dénuder devant quatre policiers. »

Comme d'innombrables codétenues, Haitiwaji et elle ont été la cible de violences liées au genre. Jalilova fut violée à maintes reprises. A son arrivée en prison, elle a dû faire un test de grossesse. Si ce dernier devait se révéler positif, elle devrait immédiatement avorter, avaient menacé les gardiens. « On a reçu des injections, soi-disant pour éviter les refroidissements. Mais après, les femmes n'avaient plus leurs règles », raconte Haitiwaji au sujet des stérilisations forcées. Dans son camp, quasiment toutes les femmes âgées de 14 à 70 ans ont subi de telles injections. La main tremblante, Jalilova montre son carnet de notes : on peut y voir les noms de 67 femmes concernées.

### Une ONU impuissante

Depuis des années, les rapports sur les crimes commis au Turkestan oriental se multiplient. Un million de Ouïghour·e·s y seraient détenu·e·s dans des camps de rééducation. L'incompréhension à l'égard de Michelle Bachelet fut d'autant plus grande. La Haute-Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme, qui ne s'est pas représentée pour un second mandat, a retardé pendant des mois la remise de son rapport sur le Turkestan oriental, probable-

ment sous pression de Pékin. Fin août, quelques minutes avant son départ, le rapport tombe enfin. Il évoque timidement de « possibles crimes contre l'humanité » tels que des actes de tortures, des mesures de stérilisation et le travail forcé. Le mot « génocide » n'y figure pas. Pour les expert·e·s et les personnes concernées comme Haitiwaji et Jalilova, la déception est d'autant plus grande que le terme est employé par le gouvernement américain et les parlements au Canada, au Royaume-Uni et en France.

« Ce rapport est important mais il reste insuffisant », souligne Asgar Can à la table ronde organisée par la SPM. Certes, le cas de Jalilova fut le premier pour lequel l'ONU a critiqué la Chine concernant un individu ouïghour. Jalilova n'en demeure pas moins déçue : « Nous avons contacté Michelle Bachelet avant sa visite au Turkestan oriental. En vain. » Cette opportunité manquée a suscité de vives critiques de la part de la communauté ouïghoure avant la visite de Bachelet en Chine en mai.

Le nouveau Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, doit maintenant restaurer la réputation de son poste. Depuis longtemps, des observateur·rice·s notent que la Chine, par sa puissance financière, l'occupation habile de postes et une politique d'alliance agressive, crée des dépendances et fait plier l'ONU en sa faveur. C'est ainsi qu'en octobre dernier, Pékin a empêché l'adoption d'une résolution au Conseil des droits de l'homme, en unissant ses forces avec d'autres Etats autoritaires. Aujourd'hui, Volker Türk peut tout au plus inscrire à l'ordre du jour de la session de printemps de 2023 un débat sur le rapport de Bachelet.

### Ouvrir les yeux de la Suisse

Alors que l'ONU fait du surplace, Asgar Can trouve des mots clairs : « Si l'on continue de soigner les relations avec la Chine, nous allons créer un monstre impossible à freiner. » Selon lui, il faudrait que les Etats démocratiques fassent front commun, comme ils l'ont fait contre la Russie. « Le principe du changement par le commerce n'a pas fonctionné : il faut des sanctions sévères. » Pendant ce temps, l'UE prend position : en septembre dernier, elle a ébauché une ordonnance visant à bannir des marchés européens les produits issus du travail forcé.

Tandis que la Suisse refuse pour le moment de se rallier à ce genre de mesures, les parlementaires suisses aussi demandent de la part du Conseil fédéral davantage de fermeté à l'égard de Pékin. C'est parce que le gouvernement suisse continue, de manière notoire, à soigner ses relations commerciales avec la Chine, la visite des deux Ouïghoures doit être vue comme un signal d'alarme. Face aux médias, au cours de leur visite officielle au Palais fédéral ainsi qu'à l'occasion de la table ronde en présence du président du Centre, Gerhard Pfister, elles ont présenté l'ampleur de la répression et ont suscité la solidarité et la consternation. Mais la divergence entre les vives exigences exprimées par les deux femmes et le ton hésitant de la politique suisse a malheureusement montré que cette dernière rechigne à prendre ses responsabilités.

### Ensemble pour la justice

Alors que la soirée à Zurich touche à sa fin et face à ces souffrances, une question prévisible émane du public : que pouvons-nous faire ? Jalilova rappelle les possibilités d'action qui existent au-delà de la politique institutionnelle : « Boycottez le 'made in China'. Souvenez-vous que notre sang colle à ces produits. » En Chine, les médias ne sont pas libres. Jalilova compte sur la pression de la rue et d'Internet. « Vous tou·te·s utilisez les réseaux sociaux, alors expliquez aux gens ce qu'il se passe. Soutenez nos actions, participez à nos manifestations. » Sa voix se fait pressante : « C'est la seule façon pour nous et le monde de voir que nous sommes entendues et que vous êtes de notre côté. »

Texte : Jochen Wolf, stagiaire en communication à la SPM

## Les éoliennes tournent toujours

Plus d'un an après l'arrêt rendu par la Cour suprême de Norvège qui estimait en octobre 2021 que la construction du parc éolien « Fosen Vind » constituait une violation des droits des communautés des Sami·e·s du Sud, les éoliennes continuent de tourner.

Dès le début, la communauté samie d'éleveur·euse·s de rennes Åerjel Fosen Njaarke Sijte avait lutté contre la construction des fermes éoliennes Storheia et Roan du parc éolien Fosen Vind sur les pâturages d'hivers des rennes. Dans son arrêt, la Cour suprême norvégienne affirmait que l'existence même de l'élevage des rennes de la communauté samie se trouvait menacée par les centrales éoliennes. Il s'agit donc d'une violation claire de leurs droits et la concession d'exploitation est en conséquence considérée comme nulle.

La Cour ne s'est toutefois pas exprimée sur la poursuite des projets partiels, désormais illégaux, du parc éolien. Fosen Vind a cependant annoncé qu'elle soumettait une nouvelle demande d'autorisation pour la construction des deux fermes. A la demande du parlement sami et des éleveur·euse·s de rennes de Fosen Njaarke, le ministère norvégien du pétrole et de l'énergie a également clairement souligné que sa mission était d'interpréter le verdict du tribunal pour réexaminer la nouvelle demande d'autorisation. L'objectif est de trouver une solution permettant au projet d'être poursuivi sans porter atteinte aux droits humains des communautés concernées. Un démantèlement total ou partiel de l'infrastructure ne semble pas être retenu ; il est exclusivement question de mesures compensatoires et d'indemnités. Fosen Vind a présenté des propositions pour la réalisation d'une nouvelle étude sur l'impact environnemental et social.

Pour les personnes concernées, cette solution est intolérable. La SPM estime elle aussi que cela ne permettra pas de vraies mesures pour réparer les torts et inclure de manière suffisante les revendications de la communauté samie.

Texte : Simon Benthous, stagiaire en campagnes à la SPM





## « Tant que mon peuple ne sera pas libre, je ne me sentirai pas libre »

**Les autorités chinoises ont utilisé une ruse pour attirer l'Ouïghoure Gulbahar Haitiwaji vers le Turkestan oriental (chin. Xinjiang). Là-bas, à l'issue d'un procès inéquitable, elle fut enfermée dans un camp d'internement où elle a vécu l'enfer. Depuis sa libération, elle riposte contre la propagande de la Chine. Lors de notre rencontre à Berne, elle s'adresse également à la Suisse.**

Interview : Jochen Wolf stagiaire en communication à la SPM / Photo : Rene Torres

### Depuis la fin de votre captivité, vous parcourez le monde pour raconter l'indicible. Pourquoi ?

Mon objectif est de porter la voix de ceux et celles resté·e·s au Turkestan oriental et qui sont victimes de persécution et d'oppression. Les gens sont internés de force dans les camps sans aucune preuve de leur culpabilité. Mais le gouvernement chinois les décrit comme des terroristes et les traite comme tels. La situation est terrible ; l'oppression se fait chaque jour plus forte. Il faut que l'opinion publique le sache.

### Ressentez-vous la répression depuis votre libération ?

Au Turkestan oriental, après ma détention, je me sentais suivie en permanence. Je n'étais pas libre. Il y avait toujours des policiers autour de moi. Même en France, je me sens mal à l'aise et observée. J'ai peur que la Chine m'attaque dès qu'elle en aura la possibilité. Par ailleurs, je n'arrête pas de penser à ce qui se passe là-bas avec mon peuple : les gens sont opprimés et surveillés, y compris en dehors des camps. Le Turkestan oriental est devenu une prison à ciel ouvert. Et tant que mon peuple ne sera pas libre, je ne me sentirai pas libre.

### Comment la Chine tente-t-elle de s'en prendre à vous ?

Après la publication de mon livre, le gouvernement chinois m'a accusée de mensonges, comme tou·te·s les autres témoins qui ont pu retrouver la liberté. J'ai fait l'objet de délation par le biais d'une campagne à grande échelle au cours de laquelle ils ont diffusé une vidéo de moi faisant des aveux, obtenus sous la contrainte.

### Votre engagement contre la Chine comporte des risques. Comment gérez-vous la situation ?

Je ne peux rien faire d'autre que résister à la pression. Dans le métro ou le tram, je regarde en permanence autour de moi. J'évite les rues désertes. Même si, après ce que j'ai vécu dans les camps, la mort ne me fait plus peur, je m'inquiète quand même : si je mourais, le gouvernement chinois se réjouirait qu'une voix ouïghoure supplémentaire se taise.

### Qu'espérez-vous des parlementaires suisses ?

Les responsables politiques doivent entendre nos voix, s'informer davantage sur l'injustice dans notre pays et faire pression sur la Chine. En outre, il faut que la Suisse reconnaisse que la Chine commet un génocide, comme l'ont déjà fait plusieurs autres pays.

Je suis consciente que la Suisse entretient de solides relations commerciales avec la Chine. Et oui, si celles-ci diminuent, la Suisse y perdrait économiquement. Mais c'est un choix qu'il faut assumer, car ce que subissent les Ouïghour·e·s est horrible et leur sort est plus important que le business.

### Qu'attendez-vous de l'économie suisse ?

Je demande aux associations économiques et aux multinationales d'examiner leurs relations et d'être extrêmement prudentes. Il est inacceptable qu'une entreprise ou n'importe quelle filiale ou société partenaire commercialise sur le marché suisse des produits issus du travail forcé. Au peuple suisse, je lui demande de boycotter les produits chinois. Ou tout du moins de ne pas acheter de marchandises produites là-bas et associées au travail forcé, même en cas de simples soupçons.

### A quoi ressemblerait le Turkestan oriental dans lequel vous et vos enfants aimeriez vivre ?

J' imagine un Turkestan oriental où tout·e·s les citoyen·ne·s seraient traité·e·s de la même manière, sans persécution. Un Etat où chacun·e pourrait critiquer le gouvernement sans craindre pour sa vie. Nous ne trouverons la tranquillité que lorsque nous serons libres et que nous pourrions nous gouverner nous-mêmes. Nous exigeons du gouvernement chinois qu'il ferme les camps et qu'il mette un terme à la persécution afin qu'au Turkestan oriental, les gens puissent vivre dans la dignité. Je n'entends pas perdre cet espoir et je me battrais pour cela.

**Gulbahar Haitiwaji (55 ans)** a fait l'objet de discriminations quotidiennes dans sa province natale, le Turkestan oriental. Elle était réfugiée en France depuis dix ans quand les autorités chinoises l'ont attirée en Chine en 2016, prétextant une affaire administrative. Là-bas, elle fut arrêtée, accusée de séparatisme et emprisonnée à tort pendant près de trois ans. Elle a fait l'objet d'un procès construit, d'une rééducation par la propagande, ainsi que de tortures et d'humiliations. Elle doit sa liberté à une campagne médiatique menée par sa fille. Elle vit aujourd'hui à Paris. Ingénieure et mère de deux enfants, Haitiwaji raconte ce qu'elle a vécu dans son livre « Rescapée du goulag chinois ».